



FORUM CACIS 2009

VERS DES PRATIQUES ÉVALUATIVES NOVATRICES



CHAIRE
APPROCHES COMMUNAUTAIRES
ET INÉGALITÉS DE SANTÉ
FCRSS/IRSC

INTÉGRER DES POINTS DE VUE DIVERGENTS AUTOUR DE L'ÉVALUATION

Évaluer l'efficacité des interventions en vue de réduire les inégalités de santé est un acte qui se déploie dans l'espace politique. Si l'évaluation fait appel à une méthodologie scientifique, elle n'échappe pas aux dynamiques, aux rapports sociaux et aux enjeux de pouvoir qui se déploient dans la réalité sociale. Les débats et les réflexions ayant émergé pendant ce forum, ont permis de se rendre compte concrètement du fait que l'évaluation oscille en permanence entre deux pôles : celui du contrôle et celui de l'innovation sociale.

Nous parlons ici du contrôle des bailleurs de fonds sur les organismes communautaires et de l'innovation qui permet aux acteurs sur le terrain d'améliorer leurs pratiques et de soutenir adéquatement les décisions concernant l'avenir d'un programme ou d'une intervention.

En fait, l'un des principaux enjeux qui s'est dégagé de ces journées peut être formulé par une question : comment intégrer des points de vue divergents et souvent conflictuels autour de l'évaluation? Que l'on soit décideur, gestionnaire, intervenant, représentant de milieux, chercheur, citoyen ou résident touché par une problématique, nous aurons un point de vue différent sur une intervention, sur son efficacité et son efficience. Nous aurons même une compréhension différente de ces notions.

Le forum a permis de discuter de quelques-unes des modalités de la démarche évaluative qui sont porteuses d'innovation et qui permettent, pour le moins, de déjouer des pièges désormais connus et inhérents à tout projet évaluatif. Par exemple, la mise en place d'un système de réflexivité organisée où les acteurs sont partie prenante de la démarche évaluative a été identifiée comme une pratique porteuse d'innovation. Ainsi, les acteurs sont conscients du caractère politique de la démarche dans laquelle ils sont embarqués. Ils réfléchissent à leur propre position et sont en situation d'en débattre avec les autres parties.

La participation des acteurs a d'ailleurs occupé une part importante des échanges, tant dans les ateliers qu'en sessions plénières. La multitude de possibilités d'agencement de la participation des intervenants et des usagers notamment était impressionnante. En fait, pour toute intervention, pour tout chercheur, pour toute configuration d'acteurs, nous trouverons des façons différentes d'organiser l'évaluation participative ou partenariale. Quelques éléments saillants et quelques expériences permettent néanmoins de dégager des traits communs.

DES EXPÉRIENCES ÉVALUATIVES MALHEUREUSES QUI LAISSENT DES TRACES

Les participants nous ont rappelé que la démarche évaluative est entourée d'une aura de méfiance, en particulier pour le monde communautaire. Elle est souvent perçue comme un outil de contrôle. Légitime ou non, cette perception a, de toute évidence, été alimentée par des expériences malheureuses que les milieux de l'intervention communautaire ont connues dans le cadre de démarches évaluatives passées. Yves Lévesque¹, qui œuvre en organisation communautaire depuis plusieurs années, a tenu à faire part à l'auditoire de quelques-unes de ses « préoccupations » et « doléances » issues de son expérience.

C'est en optimisant la place occupée par les praticiens dans le processus de recherche et d'évaluation qu'il voit des possibilités d'amélioration.

« Traditionnellement, comme praticien, on reçoit un chercheur ou une équipe de recherche et on ne contrôle pas l'agenda. On a peu d'influence sur les orientations de la recherche et de l'évaluation et on a un rôle d'exécutant, de personne-relais, d'informateur-clé. Je pense que c'est en train de changer, mais ces aspects-là sont encore bien présents. »

Il a relaté, pour illustrer son propos, cette anecdote éloquent :

« Lorsqu'un assistant de recherche me téléphone et me dit : « Pour obtenir notre subvention de recherche, nous avons besoin de l'appui d'un organisme du terrain. Je viens de vous envoyer une lettre type. Si vous pouviez nous la signer et nous l'envoyer dans les deux prochains jours et aussi nous envoyer la liste de vos membres... ». Dans ces cas-là, je ne me sens pas un partenaire de la recherche ou de l'évaluation, je ne sens même pas minimalement respecté. Et cela arrive malheureusement encore assez souvent. »

Une méfiance, compréhensible, s'est donc installée. Comment faire en sorte que la confiance revienne et que des collaborations fructueuses puissent avoir lieu dans les démarches évaluatives ?

¹ Yves Lévesque est directeur général de la Table de concertation intersectorielle et multi-réseaux «Vivre Saint-Michel en santé » depuis 2005. Il est également président de la Coalition montréalaise des Tables de quartier.

POUR UNE CO-CONSTRUCTION DE LA DÉMARCHÉ ÉVALUATIVE

Il faut aller vers un rapport égalitaire entre chercheurs-évaluateurs et praticiens, c'est une idée qui est ressortie lors de plusieurs discussions. Une véritable transformation du couple chercheur-praticien est souhaitable. Si les choses ont évolué ces dernières années, et que les praticiens sont consultés sur la manière d'appliquer une méthodologie, il est encore rare qu'ils soient consultés en amont du processus de recherche, au moment où les orientations de celle-ci sont définies.

Dans une perspective de transformation du couple chercheur-praticien et une co-construction de la démarche évaluative, M. Lévesque a identifié les conditions suivantes qui, selon lui, sont essentielles à cette évolution :



Conditions pour une réelle co-construction

- Se connaître
- Reconnaître et respecter l'expertise de chacun
- Tenir compte des objectifs et des contraintes des praticiens.
- Faire place à toutes les parties prenantes dans les orientations de la recherche
- Mettre le focus sur la finalité

Yves Lévesque - Vers une co-construction chercheurs-praticiens
Forum CACIS 2009

Parmi les bénéfiques potentiels d'une telle évolution, on peut citer un meilleur repérage de l'innovation sociale. En effet, les recherches nous renseignent parfois très bien sur ce qui s'est passé, mais peu sur l'innovation générée par les milieux de pratique. Une meilleure synchronisation entre les chercheurs et les praticiens permettrait de mieux repérer ces pratiques innovantes.



Ces deux mots résument, l'une des règles de base qui, selon Lucie Géliveau² chercheuse de l'Université Laval, doit guider la stratégie de recherche. Ce parti-

² Lucie Géliveau est professeure associée au département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval et chercheuse rattachée à l'équipe PRISM – Proximité et recherche sur les interventions, les services et leurs modalités du Centre affilié universitaire CSSS-Vieille Capitale.

pris débouche parfois sur des remises en question fondamentales, tant pour les individus que pour les organisations. Pour illustrer son propos, Mme Gélinau citait, une intervenante communautaire qui avait participé à un projet de recherche :

« Une condition gagnante : c'est d'avoir une question réfléchie ensemble; la pondre ensemble puis pouvoir nous-mêmes faire la recherche... Et cette recherche au final nous a amenés à nous poser la question : « Est-ce que comme organisme on doit exister ? Et si on existe, est-ce pertinent ? Est-ce encore, après 25 ans, un service pertinent pour la communauté ? C'était pour nous une question d'intégrité. »

L'atelier consacré à la complémentarité entre pratiques et recherche a permis de mettre en évidence l'opportunité que peut représenter la recherche évaluative comme lieu d'échange de savoirs et comme lieu de mise en forme de pratiques nouvelles et exemplaires. Les liens qui se tissent entre les participants de plusieurs professions définissent une zone de pratique (une communauté de pratique), d'expertise, de discours et de méthodologie commune. Dans le cas présenté, des nutritionnistes d'un groupe communautaire ont pu se former auprès de chercheurs spécialistes de l'éducation et réciproquement.

« À la clé, un enrichissement mutuel. »

LA NÉCESSITÉ D'APPROCHES PARTICIPATIVES POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Nous avons vu que la nécessité d'inclure des acteurs porteurs d'intérêts et d'enjeux divergents au sein des équipes évaluatives s'impose, si l'on veut éviter que l'évaluation ne soit un instrument de réplique de rapports sociaux de domination. Un atelier a d'ailleurs été entièrement consacré à cet aspect. Il a permis de relater l'expérience d'une équipe qui incluait également des citoyens usagers du projet évalué.

Shelley-Rose Hyppolite³, de la direction de la santé publique, qui présentait l'atelier sur la participation des acteurs à la recherche évaluative a affirmé :

« Souvent, dans les démarches participatives, peu d'efforts sont mis dans la construction d'un nouveau réseau d'acteurs et sur l'établissement de rapports égalitaires entre les acteurs mis en relation dans le processus évaluatif. »

³ Shelley-Rose Hyppolite, MD, M.Sc., FRCPC, est médecin-conseil à la Direction de la santé publique de la Capitale-Nationale - Pauvreté, développement social et des communautés.

Un élément essentiel à l'établissement de relations de confiance entre les parties prenantes d'une démarche évaluative a été identifié : la transparence de l'agenda de chaque participant. Des mises au point sur les aspects suivants, par exemple, devront être faites ouvertement :

- avancement dans la carrière universitaire
- renouvellement du financement de l'intervention sur le terrain ou d'un projet de recherche
- finalité de reddition de comptes

Sans transparence, il est impossible de construire des nouveaux réseaux d'acteurs sur lesquels s'appuient de potentielles innovations sociales dans les pratiques.

Reconnaître l'importance du savoir citoyen, en particulier la voix de personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité, comme d'égale valeur, par rapport aux autres types de savoir a aussi été identifié comme un enjeu d'importance. Il a été montré qu'il faut mettre en place les conditions pratiques et symboliques pour lui donner la place qui lui revient. Les propos d'une intervenante participant à un projet de recherche cité par Mme Gélineau sont éclairants à ce sujet :

« *Je sais que ma parole est inconvenante, mais tu m'as donné la permission de prendre la parole à partir de mes expériences, de ma pratique... Et il faut tenir compte de la vraie vie et du monde sur le terrain pour faire des évaluations qui portent...* »

En complément à ce qui précède, l'atelier consacré à l'approche participative des processus d'évaluation a permis de soulever la question de la cohérence entre les valeurs de l'intervention et celles de l'évaluation. Si des valeurs telles que la participation et l'empowerment guident les interventions, elles doivent se refléter dans l'évaluation de cette intervention. Accorder une légitimité aux projets locaux, maintenir et faire évoluer la dynamique de la communauté et porter un jugement en se basant sur des critères propres aux acteurs locaux sont donc des corollaires de l'approche participative qui permettent une meilleure appropriation des résultats par tous les acteurs, une fois l'évaluation menée.

LA PARTICIPATION CITOYENNE ET SES DÉFIS

La question de « *qui représente qui ?* » est omniprésente lorsqu'on aborde la question de la participation citoyenne. Est-ce qu'un individu occupant une certaine place sociale peut légitimement en représenter un autre ? Comme le rappelait une intervenante du milieu communautaire durant une période de discussion :

« *Nous ne représentons pas les usagers !* »

En effet, les praticiens ne sont pas les porte-parole des usagers et des personnes les plus vulnérables de la société, même s'ils sont, souvent, les plus proches d'eux et qu'ils peuvent témoigner de certains aspects de leur réalité.

La présentation des adultes en démarche d'apprentissage de lecture et d'écriture et d'un animateur de la Jarnigoine⁴, sur les difficultés d'accès à l'information médicale, a donné à réfléchir aux défis de la participation des citoyens. Au Québec, 1,3 million de personnes ne savent pas bien lire et écrire. Comment imaginer leur participation à... la recherche évaluative? Quel citoyen en position de vulnérabilité a-t-on en tête, lorsqu'on recommande sa participation aux démarches évaluatives? A-t-on imaginé des aménagements ou des modalités particulières pour favoriser cette participation ?

LA PARTICIPATION PUBLIQUE SYSTÉMATIQUE : UNE SOURCE D'INNOVATION PARADOXALE

Nous avons aussi eu l'occasion pendant ce forum de nous pencher sur des formes de démarches évaluatives, provenant de domaines autres que celui de la santé. Le domaine environnemental, par exemple, offre des éléments de réflexion tout à fait intéressants et stimulants. Michel Gariépy⁵ de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, relatait notamment des points saillants de ses travaux consacrés à l'évaluation environnementale des projets d'aménagement.

« Le modèle québécois est original, son approche comporte principalement les étapes suivantes :

- l'évaluation systématique et la mise en débat des grands projets ;
- une démarche régie par une procédure ;
- une évaluation à caractère scientifique ;
- une participation publique systématique. »

Il résumait ainsi l'expérience du BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) en introduction de sa conférence. Le déroulement concret du processus comporte des audiences en deux temps, à caractère non judiciaire, pilotées par une commission de commissaires indépendants, un rapport d'audiences et d'enquête rigoureux, des délais fixes et limités. Nous comprenons en écoutant le récit de M. Gariépy, que de l'apparente fixité des contraintes et des procédures, naissent un débat public, des bonifications et modifications aux projets. Les audiences deviennent un lieu de définition de valeurs collective: un bel exemple de va-et-vient du scientifique au public et du public au scientifique vers plus de crédibilité et de légitimité. Une expérience qui pourrait peut-être constituer une source d'inspiration pour les démarches évaluatives dans le monde de la santé?

⁴ La Jarnigoine, un centre d'alphabétisation populaire, qui œuvre depuis 25 ans dans le quartier Villeray de Montréal, a présenté la vidéo: « Bongour Docteur ». Cette présentation avait pour but de sensibiliser les professionnels de la santé et la population, à la problématique de l'analphabétisme médical. [En ligne] http://bv.cdeacf.ca/flashvideo/videofull.php?no=RA_VIDEO/138048.

⁵ Michel Gariépy est professeur titulaire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. Ingénieur civil de formation, il s'est spécialisé en urbanisme, puis en stratégies de planification de projet et évaluation environnementale, domaine sur lequel portait sa thèse de doctorat.

L'auto-évaluation, une voie à privilégier?

Il serait tentant, au vu de ce qui a été dit plus haut, de voir dans l'auto-évaluation un modèle à poursuivre dans tous les cas puisqu'il remet entre les mains des acteurs du terrain la responsabilité première de mener l'évaluation. Or, certains exemples discutés au sein de l'atelier sur les expériences d'évaluation de concertations de quartier ont montré que des approches évaluatives strictement « bottom-up » présentent des désavantages. Notamment, l'étalement dans le temps de ces projets d'évaluation entraîne la perte du fil du déroulement du processus d'évaluation de la concertation dans le quartier. Les changements d'intervenants, de citoyens phares, de membres du CA, ont été nommés comme des facteurs ralentissant le processus dans l'un des cas présentés en atelier. À noter également que l'auto-évaluation n'apporte pas de légitimité et de crédibilité pour le projet évalué auprès de bailleurs de fonds et des institutions.

DES OUTILS POUR AMÉLIORER LES PARTENARIATS EN ÉVALUATION

L'évaluation, surtout lorsqu'elle est menée dans une perspective d'inclusion et de participation, peut s'avérer être un processus exigeant et parfois d'une grande lourdeur pour des organismes communautaires ayant à se battre quotidiennement pour des ressources de fonctionnement. Pierre Valois⁶ du Centre de formation populaire faisait remarquer que :

« La lourdeur des travaux évaluatifs exigés des milieux communautaires est parfois exorbitante, pas toujours réaliste. »

Pour illustrer son propos, il citait en exemple, une demande d'évaluation comprenant deux questionnaires extrêmement longs et lourds en termes d'énergies demandées (heures et ressources humaines) soumis aux organismes membres de la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, suite à une augmentation significative du financement de ces organismes.

Par ailleurs, ce forum a permis de mettre en lumière l'existence d'outils spécifiquement dédiés à l'amélioration de l'action en partenariat, comme l'outil diagnostique de l'action en partenariat développé par Angèle Bilodeau et ses collègues⁷. Le défi est de créer des outils faciles d'utilisation, qui ne soient pas trop simplistes afin de capturer la complexité des actions tout en tenant compte des relations entre le contexte, les processus et les effets des actions. Il a été démontré qu'il est aussi important d'éviter l'utilisation mécanique d'outils existants en contexte d'auto-évaluation.

⁶ Pierre Valois occupe depuis 20 ans le poste de formateur au Centre de formation populaire. Il intervient sur des contenus portant sur l'évaluation participative, l'histoire des mouvements sociaux, la négociation, la mobilisation, la citoyenneté.

⁷ Bilodeau A., Galarneau M., Fournier M., Potvin L., Sénécal G., Bernier J. *Outil diagnostique de l'action en partenariat : Fondements, validation et usages*. 2008 [En ligne] http://www.cacis.umontreal.ca/pdf/Outil_DX_%20partenariat.pdf

CONCLUSION

Au cœur des débats du FORUM CACIS, le pouvoir est certainement l'enjeu qui n'aura échappé à personne. Le contenu des présentations et des discussions nous a en effet montré que l'évaluation soulève toujours le problème de l'opération de dispositifs scientifiques dans un espace politique. Nous avons constaté qu'il n'y a pas de modèle unique pour penser les relations entre la recherche, les pratiques et les décisions politiques. Il existe une pluralité de façons de faire, mais pas de recette bonne ou mauvaise dans l'absolu. Nous avons aussi relevé que la connaissance n'est pas l'apanage des chercheurs, mais bien un objet de débat et de dialogue.

Dans un ordre d'idées corollaire à ces constats, il nous faut conclure que l'évaluation n'est pas qu'un outil de contrôle ni seulement un outil de soutien à l'innovation. C'est dans la tension entre ces rôles que réside toute la richesse de l'évaluation, qui n'est pas une fin en soi, rappelons-le. Cette tension, incontestablement, était palpable dans les salles durant ces deux journées d'échange. Des positions clairement antagonistes s'y sont librement exprimées à propos de l'évaluation et le débat amorcé lors du forum doit se poursuivre.

Aux deux extrémités du spectre de la réalité sociale deux joueurs se sont manifestés avec insistance lors de ce forum : le bailleur de fonds, parce qu'il contraint les processus d'évaluation et le citoyen parce qu'il est, trop souvent, le grand oublié de la recherche évaluative, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un citoyen en situation de vulnérabilité. Sa représentation dans les processus évaluatifs pose de nombreux défis.

La réflexivité des acteurs a été identifiée comme permettant d'éviter les pièges de réplication des inégalités au sein même des projets évaluatifs. Ceci dit, la mise en place de systèmes réflexifs est, par définition, exigeante et demande assurément des ressources adéquates. Une fois prise en compte la complexité de l'environnement dans lequel se déploie l'évaluation, de nombreux questionnements refont surface : faut-il choisir entre des évaluations « crédibles » sur le plan scientifique et des évaluations « utiles » sur le plan pratique? Ou encore, les ressources investies en évaluation le sont-elles au détriment de l'action?

Le forum n'a pas répondu à toutes les questions, loin de là, mais dans l'étude des inégalités sociales de santé, la question de l'évaluation et de son rôle avait peu souvent été posée. Il a ouvert une brèche : nous espérons qu'elle suscitera de nombreuses autres initiatives pour continuer d'explorer la question.

Helena Urfer-Allan, Jocelyne Bernier, Maryse Rivard - Janvier 2010
CHAIRE Approches communautaires et inégalité de santé FCRSS/IRSC

* Pour faciliter la lecture, le genre masculin est utilisé sans discrimination dans ce texte.

** Les documents audio-vidéo saisis en séance plénière et les communications présentées au forum sont accessibles via le bulletin de liaison de la Chaire « Spécial Forum CACIS 2009 » N° 12, [En ligne] <http://www.cacis.umontreal.ca/bulletin.htm>

FORUM CACIS

www.cacis.umontreal.ca

La réduction des inégalités sociales de santé représente un défi majeur en santé publique. Les écarts ne cessent d'augmenter et constituent un frein à l'amélioration de la santé de l'ensemble de la population. La persistance et l'accroissement de ces inégalités posent la question de l'efficacité des interventions en prévention et en promotion de la santé. Face à ce constat, la Chaire CACIS organisait à l'automne 2009, un forum portant sur : *L'évaluation des interventions en vue de réduire les inégalités sociales de santé.*

Le FORUM CACIS 2009 a regroupé près de 200 personnes actives dans l'intervention, la recherche et la décision, qui sont préoccupées par cette problématique et intéressées par le développement social. Il fut l'occasion de jeter un regard critique sur l'évaluation des interventions en vue de réduire les inégalités et d'approfondir la discussion et la réflexion sur ce sujet rarement abordé. Ces cahiers synthèses présentent un aperçu de la situation et des échanges qui ont eu lieu les 8 et 9 octobre 2009.

MERCI

Aux membres du
comité d'orientation

Aux organisatrices
de la CHAIRE CACIS

Aux conférenciers
et conférencières

Aux partenaires financiers



CHAIRE Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS)
Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (IRSPUM)

C.P. 6128, Succursale Centre-ville - Montréal (Québec) H3C 3J7
Téléphone : 514.343.6111 poste 1-4959 | Télécopieur : 514.343.2207
Courriel : inegalites-sante@umontreal.ca

Université 
de Montréal